

Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe



Naissance d'une nouvelle association d'histoire pan-caribéenne : compte-rendu du premier colloque international de l'association des historiens économistes de la Caraïbe, AHEC

Marie-Christine Touchelay

Number 160, September–December 2011

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1036820ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1036820ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société d'Histoire de la Guadeloupe

ISSN

0583-8266 (print)

2276-1993 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Touchelay, M.-C. (2011). Review of [Naissance d'une nouvelle association d'histoire pan-caribéenne : compte-rendu du premier colloque international de l'association des historiens économistes de la Caraïbe, AHEC]. *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, (160), 93–98.
<https://doi.org/10.7202/1036820ar>

Naissance d'une nouvelle association
d'histoire pan-caribéenne :
Compte-rendu du premier colloque
international de l'association
des historiens économistes de la Caraïbe,
AHEC

Marie-Christine TOUCHELAY

*Asociación de Historia Económica del Caribe / Caribbean Economic
History Association / Association d'Histoire Économique de la Caraïbe*

Statut de l'association sur internet AHEC, en espagnol mais en cours
de traduction en français et néerlandais.

Comité Exécutif

- Oscar Zanetti, (Cuba) Président d'honneur ;
- Guy Pierre, (Haïti) Président ;
- José Antonio Piqueras, (Espagne) Secrétaire général ;
- Johanna Von Grafestein, (Mexique) Trésorière ;
- Frank Moya Pons, (République Dominicaine) membre ;
- Jorge Elías Caro, (Colombie) membre ;
- Inés Roldán de Montaud, (Espagne) membre ;
- Laura Nater, (Porto Rico) membre ;
- Carlos Marichal, (Mexique) membre ;
- Rebeca Gómez Betancourt, (Venezuela, France) membre ;
- Pedro Welch (Barbade) membre
- Christian Cwik, membre suppléant

Institutions Organisatrices

- Association d'Histoire Économique de la Caraïbe (AHEC)
- Université Magdalena (Colombie)
- Association d'Histoire Économique de la Colombie

Sponsors

- Universidad del Norte, Barranquilla, Colombie
- Instituto José María Mora (Mexique)
- Fondation Quinta de San Pedro Alejandrino, Santa Marta, Colombie
- Fondation-Liberté-Connaissance, FOKAL (Haïti)
- Banco de la República, Santa Marta, Colombie
- Société Santa Marta Ciudad de Congressos
- Asociación Hotelera de Colombia (Cotelco), capítulo Magdalena
- Copa Airlines (Panama)
- Aviatur

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE (AJOUT DE SON PRÉSIDENT, GUY PIERRE)

L'assemblée générale de l'association s'est réunie avant la fin du congrès ; elle a révisé ses statuts et reconduit pour une période de deux ans le comité d'initiative qui l'avait lancée en février 2010, au Mexique, à l'occasion du deuxième Congrès des Associations latino américaines d'Histoire Economique (CLADHE II). Le Comité exécutif est désormais composé de 11 membres permanents et 1 suppléant, soit au total 12 membres. Il est bon de préciser de plus qu'il reflète, dans sa composition et les activités de recherche de ses différents membres, les quatre grandes aires géographico-historiques et académiques de la Caraïbe.

Le colloque : A Santa Marta, en Colombie, du 3 au 5 novembre 2011, Thème : Stabilité, instabilité et progrès dans la Caraïbe (XVI^e – XX^e siècles)

Organisé dans un centre de congrès qui est en même temps lieu de mémoire, puisque c'est l'endroit où est mort Simon Bolivar, ce colloque, le premier de l'AHEC, a montré le dynamisme de l'histoire économique de la Caraïbe.

Les pistes ainsi ouvertes à l'histoire comparative sont prometteuses pour tous les chercheurs.

Il réunit une centaine de participants, des historiens économistes qui viennent de la Caraïbe, mais aussi d'Espagne, de Grande Bretagne, des Etats-Unis et du Canada.

Trois jours de tables rondes sont organisés avec quatre sessions simultanées trois fois par jour, ce qui donne douze tables rondes sur les deux jours et sept le dernier jour, le samedi... Ce foisonnement de communications est significatif de la vigueur de l'histoire économique dans la Caraïbe. Pour les participants, étudiants colombiens ou intervenants eux-mêmes, le seul regret est de ne pas pouvoir assister à toutes les conférences.

Le thème de **Stabilité, instabilité et progrès dans la Caraïbe** du XVIe au XXe siècles est l'occasion de communications regroupées en différentes sessions, par exemple : « *Histoire agraire et propriété foncière* », ou « *Histoire environnementale et développement durable* » ou encore « *Propriété et fiscalité* », « *Manufactures et minéraux* », « *Le monde du sucre et de la plantation* », « *Banques et systèmes financiers* », « *Commerce international* », « *Entreprises et entrepreneurs* », « *Crises dans les économies au XXe* », pour n'en citer que quelques unes.

Dans leur diversité, toutes ces sessions ont un point commun : elles illustrent toutes un moment d'histoire de la Caraïbe et sont, pour l'auditeur, une invitation à l'histoire comparative.

Les communications se font surtout en espagnol, mais des traducteurs aident les francophones et les anglophones à être compris des auditeurs et à profiter des interventions.

De toute façon, l'histoire économique a l'avantage d'utiliser souvent des graphiques et des chiffres pour la compréhension desquels la langue n'est pas une barrière. L'association s'assure dès maintenant qu'en 2013 à son second colloque en République Dominicaine, les communications soient traduites simultanément dans les trois langues : espagnol, français et anglais.

Quelques communications

Une publication des actes du colloque étant en cours, il n'est pas possible ici de faire autre chose que mettre *l'eau à la bouche* du lecteur en proposant quelques résumés rapides :

- **Pierre Matari** du Mexique, s'interroge, par exemple, sur les origines des dettes publiques en Amérique Latine et dans les pays de la Caraïbe. Il avance l'hypothèse de l'indemnisation des propriétaires d'esclaves lors des différentes abolitions comme l'une d'entre elles. Tous les pays de la Caraïbe ont connu le système de l'esclavage puis son abolition au XIX^{ème} siècle. Tous ont préparé cette abolition en amont en décidant d'indemniser les propriétaires d'esclaves. Tous ont emprunté pour faire face à cette dépense. La Grande Bretagne a emprunté à la Banque Rothschild par exemple. Au Pérou, l'abolition de l'esclavage de 1845 génère aussi une dette publique. Elle s'élève à huit millions de pesos vis-à-vis d'une banque privée. Au Venezuela, un barème d'indemnisation est fixé par l'Etat selon l'âge de l'ancien esclave...
- **Marie Hardy**, doctorante à l'université des Antilles et de la Guyane, propose une communication sur les raisons de la faillite des exploitations caféières à l'extrême fin du XVIII^{ème} siècle. Aux tourmentes révolutionnaires, aux difficultés commerciales, aux successives occupations, qui ont profondément modifié tant les mentalités que les structures coloniales en place, s'ajoute de façon patente une combinaison de constructions et de représentations mentales qui pourraient être, avant toute autre considération, à l'origine de la faillite de l'économie agricole des anciennes colonies françaises, que l'industrie sucrière ne fera que retarder.

- **Pierre Dockès** de l'université de Lyon, propose de reprendre par une synthèse l'histoire mondiale du sucre en s'appuyant sur la notion de paradigme.
- **Rebeca Gomez Betancourt** de l'université de Lyon, analyse, dans le cadre des discussions sur la pensée économique, les apports du Money Doctor Edwin Kemmerer à la théorie quantitative de la monnaie.
- **Guy Pierre**, de l'université autonome de la ville de Mexico, présente une analyse de l'industrie minière en Haïti entre les Deux Guerres. Il montre aussi comment l'exploitation de la bauxite par deux entreprises étrangères, l'une canadienne et l'autre des Etats-Unis, parvient à détériorer la situation économique de l'île. Il met ainsi en évidence la corrélation entre le pouvoir politique et ces entreprises jusqu'à leur départ en 1980.
- **Juan Santiago Correa Restrepo** du CESA de Colombie, propose de chercher quel impact a eu la doctrine Monroe sur la Colombie. Il étudie les mouvements sociaux des ouvriers employés à la construction du chemin de fer de Panama, comme occasion d'interventions américaines dans l'isthme. Ponctuelles au départ, celles-ci deviennent rapidement permanentes.
- **Marie-Christine Touchelay** de l'université de Paris XIII, s'interroge sur le rôle des entreprises sucrières de Guadeloupe dans l'acculturation à la France entre 1850 et 1960, et propose d'en étudier l'histoire comme celle d'un possible frein à l'ouverture sur la Caraïbe.

En marge du colloque, deux conférences magistrales sont organisées le soir, la première dresse un état des lieux des Archives dans la Caraïbe, la seconde un état de la recherche historique.

A chaque fois, les quatre parties : anglophone, hispanophone, néerlandaise et francophone sont représentées.

Première conférence sur les Archives dans la Caraïbe

Quatre orateurs : Pedro Welch (Barbade) ; Carlos Marichal (Mexique) ; Frank Moya Pons (R-Dominicaine) ; Joaquin Vilorio De la Hoz (Colombie).

– La banque de la République de Colombie, qui sponsorise le colloque, paraît être un maillon important dans la sauvegarde et le classement des archives.

Cependant, si la collecte des documents ne pose pas de problème, leur classification n'est pas évidente et il semble ne pas exister de formation d'archivistes comme celle de l'Ecole Nationale des chartes en France.

L'Etat n'a pas de politique de conservation des archives, pour les villes comme Carthagène ou Mompox, c'est la banque de la République qui assure la conservation des documents et propose un classement. Les entreprises privées sauvent ainsi la mémoire du pays, mais restent-elles objectives comme peut l'être l'Etat ?

Pour les documents datant d'avant la naissance du pays, quelques rares villes ont conservé des archives. Livrées aux mains de « bonnes volontés » sans politique de conservation précise, elles ont été sauvegardées, mais en vrac.

Après l'indépendance, quelques employés se sont efforcés de temps en temps de les ranger par ordre alphabétique, ou par dates selon leur inspiration personnelle, mais l'orateur insiste alors sur la nuisance apportée à ces tris par les ventilateurs poussés à fond dans les salles, tout l'effort étant alors bouleversé et des liasses de papiers se trouvant rangées ensemble par hasard...

La banque de la République possède aussi les archives publiques de la ville de Carthagène. Peu en subsiste après les pillages successifs qui jalonnent l'histoire de la ville du XVII au XVIII^{ème} siècle.

Certaines archives, en particulier notariales, suivaient alors les riches habitants dans leur exode dans le ville- refuge de Mompox. Ces documents privés, d'une grande richesse, se trouvent encore sans doute entre les mains de descendants de ces riches familles.

A Mexico et Saint- Domingue on peut consulter des fonds très riches des banques.

Le fonds de la Banamex est en cours de classement pour le Mexique, celui de la Banque Nationale de Saint- Domingue est dépouillé.

- Les archives publiques des anciennes colonies britanniques sont gérées par les Etats depuis les indépendances. Du temps de la colonisation, la Couronne britannique protégeait déjà les archives comme sources potentielles alimentant les enquêtes de police donc importantes pour le maintien de l'ordre.

Lors des indépendances, les gouvernements se sont efforcés de conserver le plus possible de documents des anciens régimes avec la volonté affichée de permettre aux générations à venir de se souvenir des luttes et de l'oppression subies par leurs ancêtres.

A la Barbade, en Jamaïque, à Trinidad, les archives sont donc aujourd'hui conséquentes. L'église anglicane aussi a permis de conserver de nombreux actes.

Les fonds des entreprises privées n'ont pas été évoqués.

- La Caraïbe néerlandaise possède un important fond d'archives géré par une fondation, principalement à Curaçao. Attirés par le négoce dans l'espace Caraïbe, les colons d'hier conservaient leurs archives dans un souci comptable. Aux Pays-Bas se consultent des archives de Panama aussi bien que du Pérou, mais la difficulté pour le chercheur reste toute-fois la langue utilisée.

- Pour Haïti, anciennement francophone, les archives publiques conservées sont très rares.

Celles des entreprises privées dont les sièges sociaux étaient à l'étranger, aux Etats-Unis principalement, et qui ont exploité la bauxite sur place, restent très difficiles d'accès. Soit, elles ont disparu aujourd'hui, soit ces sociétés n'ouvrent pas facilement leurs portes aux chercheurs. Parfois, les liens peu avouables qu'elles entretenaient avec l'Etat ont raccourci la durée de conservation des documents d'archive de manière irréversible.

Les banques, aux Etats-Unis, possèdent indubitablement encore certains documents, mais elles non plus n'ouvrent pas leurs portes facilement aux chercheurs.

L'imbrication entre le politique et les entreprises privées étrangères, lors de la période des *tontons macoutes* surtout, n'est un épisode glorieux ni pour ces entreprises, ni pour l'Etat. Aujourd'hui, la volonté délibérée d'effacer les traces de ces périodes de non-droit nuit à la recherche historique.

Seconde conférence, l'Etat des recherches historiques dans les 4 Caraïbes

Quatre conférenciers : Christian Cwik, Présidente del Konak (Vienne) ; Oscar Zanetti (Cuba) ; Franklin Knight (Jamaïque) ; Guy Pierre (Haïti).

Chacun évoque les directions prises par les étudiants et chercheurs. Pour tous, une évidence s'impose : l'histoire comparative qu'un colloque comme celui de l'AHEC propose, est très riche et prometteuse de travaux inédits attendus avec impatience.

Pour conclure, à travers la diversité des problématiques et la variété des interventions, un point commun s'est dégagé du colloque de Santa Marta : l'histoire économique, proposée comme histoire globale, est bien vivante et tonifiante pour les chercheurs de tous horizons dans cette association d'histoire économique de la Caraïbe AHEC.

Analyser l'évolution des rapports entre les Etats et les entreprises, des Etats et les banques, chercher à retrouver les modes successifs d'accès à la propriété, s'intéresser à la fiscalité, au crédit, tous ces angles d'approche historiques se rapportent à l'histoire économique, définie par Jean Bouvier, non pas comme : « une branche à part, une spécialité », mais au contraire comme « une partie intégrante de l'étude historique à étudier en fonction d'une histoire totale ».

La jeune association prévoit donc un second colloque en 2013 à Saint-Domingue et il s'annonce déjà sous d'excellents auspices.

Celui qui suivra, en 2015, serait l'opportunité pour la Guadeloupe, si elle l'accueillait, d'offrir à ses étudiants et sa population une ouverture dynamique sur une communauté scientifique très riche, et d'occuper ainsi pleinement sa place d'espace francophone de la Caraïbe, en phase avec les trois autres, anglophones, hispanophones et néerlandais.